Arménie / Haut-Karabagh

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 30 septembre 2023

Soutien au peuple arménien contre l'agression du pouvoir azerbaïdjanais

Séparée de l'Arménie et rattachée à l'Azerbaïdjan en 1921 par Staline, l'enclave montagneuse à large majorité arménienne du Haut-Karabagh est depuis les dernières années de l'URSS un point de tension permanente entre ces deux anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes en 1991.

En 1991, le territoire s'est autoproclamé République indépendante d'Artsakh laquelle ne sera jamais reconnue par la communauté internationale.

Sous couvert et au prétexte d'une « opération antiterroriste » après la mort de quatre militaires et deux civils Azéris tués par l'explosion de mines, Bakou a lancé, mi-septembre, une opération militaire dans la continuité d'une offensive débutée en 2020 contre le Haut-Karabagh. Cette guerre meurtrière, au cours de laquelle les forces arméniennes ont dû s'incliner devant la supériorité militaire de l'Azerbaïdjan — soutenu par la Turquie et Israël — dure depuis trente-cinq ans.

Mercredi 20 septembre, les combattants arméniens ont été contraints de rendre les armes après l'offensive éclair menée par Bakou, afin d'entamer des pourparlers de paix. Ces derniers doivent, selon le camp du vainqueur, conduire à la réintégration de ce territoire à l'Azerbaïdjan.

La suite peut, une fois de trop, s'avérer encore plus sombre pour l'ensemble du peuple arménien. Cela a commencé, en premier lieu, pour les 120 000 Arménien·nes qui vivaient au Haut-Karabagh. Il est, de fait, impossible pour un·e Arménien·ne de vivre dans un pays où la haine raciste antiarménienne est profondément ancrée. Une épuration ethnique est en cours. Les pogroms successifs anti-Arméniens en Azerbaïdjan, depuis les années 1980, notamment celui de Soumgait en banlieue de Bakou en 1988, sont restés dans toutes les mémoires.

Pour l'Arménie, l'inquiétude porte sur l'intégrité même de son territoire puisque le Haut-Karabakh pouvait être une zone tampon entre les deux ennemis jurés du Caucase. Celui-ci disparu, les velléités azerbaïdjanaises pourraient être encore plus importantes. Il serait irresponsable de s'en remettre à un soutien de la Russie. Les derniers événements ont illustré une attitude militaire conforme aux intérêts de sa politique impérialiste dans la région. Or, les puissances étatiques occidentales mesurent et conditionnent leur soutien à leurs seuls intérêts. Elles se désintéressent de ceux des peuples ukrainien et arménien — ou d'autres encore — qui veulent affirmer leurs droits nationaux.

La situation présente dans le Haut-Karabagh et en Arménie, après tant d'autres, repose de nombreuses questions à l'échelle mondiale : quelle sécurité internationale pour la protection des peuples et des minorités nationales contre les agressions dont ils/elles sont l'objet, en particulier quand existe une menace de type génocidaire ? Plus fondamentalement, comment imaginer une refonte radicale et une démocratisation réelle des institutions internationales et de l'ONU ?

Mais, sans attendre ces transformations indispensables, ENSEMBLE! soutient la demande pressante de l'Arménie qui a réclamé l'envoi d'une mission de surveillance de l'ONU dans le Haut-Karabagh pour assurer la protection de la communauté arménienne de l'enclave passée cette semaine sous le contrôle de l'Azerbaïdjan.

Plus largement, ENSEMBLE! affirme son exigence immédiate : il revient aux autorités internationales et plus particulièrement

à l'ONU de prendre leurs responsabilités, d'exercer et de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour que les Arménien·nes recouvrent l'ensemble de leurs droits, et notamment leur droit à l'auto-détermination, sur la totalité des territoires où ils et elles vivent et pour y assurer leur sécurité.

Le 29 septembre 2023

La commission internationale d'ENSEMBLE!